

BOURSE DIRECT
Société anonyme au capital de 13 988 845,75 €
Siège social : 253, boulevard Pereire – 75017 Paris
408 790 608 RCS Paris

-ooOoo-

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE
DU 15 MAI 2012

Procès-verbal

L'an deux mille douze, le quinze mai, à huit heures trente,

Les actionnaires de la société anonyme Bourse Direct, au capital de 13 988 845,75 € se sont réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire au Pavillon Ledoyen - 1 avenue Dutuit, à Paris (8^{ème}) sur la convocation qui leur a été faite par le conseil d'administration.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été signée par chaque membre de l'assemblée entrant en séance.

L'assemblée procède à la composition de son bureau.

Madame Catherine Nini préside la séance en sa qualité de Présidente du Conseil d'administration.

La société E-Viel, représentée par Madame Dominique Velter, et Monsieur Manuel Quefelec, actionnaires présents et acceptant, sont désignés comme scrutateurs.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par Monsieur William Wostyn.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau ainsi constitué, permet de constater que 21 actionnaires sont présents ou représentés et possèdent 40 031 057 actions sur les 55 955 383 actions ayant droit de vote, soit plus du cinquième et du quart.

L'assemblée, réunissant le quorum requis, est déclarée régulièrement constituée et peut délibérer valablement.

La Présidente constate, en outre, que :

- Le Cabinet Ernst & Young Audit, co-commissaire aux comptes, dûment convoqué, est présent et représenté par Monsieur Olivier Drion,
- Le Cabinet Fidorg Audit, co-commissaire aux comptes, dûment convoqué, est présent et représenté par Monsieur Manuel Leroux,
- le Comité d'entreprise de la société, représenté par Madame De Brito et Monsieur Philippe Pauchard, est présent.

La Présidente rappelle à l'assemblée qu'elle a été convoquée à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

En la forme ordinaire annuelle :

1. Lecture et approbation du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général du commissaire aux comptes sur la marche de la Société et sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ; approbation desdits comptes ;
2. Affectation du résultat ;
3. Lecture et approbation du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce ;
4. Renouvellement du programme de rachat d'actions ;

En la forme extraordinaire :

5. Autorisation à donner au Conseil d'administration pour réduire le capital social dans le cadre du programme de rachat d'actions ;
6. Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital par incorporation de réserves ;
7. Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des bons d'offres en cas d'offre publique ;
8. Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet d'émettre et d'octroyer des options de souscription ou d'achat d'actions de la société au bénéfice des collaborateurs ;
9. Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social de façon réservée aux salariés ;
10. Pouvoirs pour les formalités.

La Présidente dépose sur le bureau :

- la feuille de présence ;
- constate l'absence de bulletins de vote par correspondance ;
- les pouvoirs ;
- les attestations de participation ;
- la liste des actionnaires nominatifs ;
- le nombre total de droit de vote et d'actions ;
- les publications : BALO du 6 avril 2012, Le Figaro du 6 avril 2012, BALO du 25 avril 2012, Journal Spécial des Sociétés du 25 avril 2012 ;
- les convocations des représentants du comité d'entreprise ;
- les convocations des actionnaires nominatifs ;
- les convocations des commissaires aux comptes ;
- le rapport annuel (incluant le rapport spécial du conseil d'administration sur les options, le rapport sur les opérations réalisées par les dirigeants, le tableau des cinq derniers exercices, les comptes sociaux de l'exercice 2010, la liste des administrateurs et le texte des résolutions) ;
- le rapport du président ;
- la liste des conventions courantes ;
- les statuts du 25 novembre 2010 ;
- les rapports des CAC sur les comptes sociaux et sur le rapport du président ;

- les rapports spéciaux des CAC sur les conventions réglementées, et sur les résolutions ;
- le document de référence 2011.

La Présidente déclare que tous les documents prescrits par la loi ont été tenus au siège social, dans les délais légaux, à la disposition des actionnaires et des co-commissaires aux comptes, et rendus accessibles sur le site internet de la société conformément à l'article R 225-73-1 du Code de Commerce.

L'assemblée dispense la Présidente et les co-commissaires aux comptes de donner lecture du rapport du conseil d'administration et des rapports des co-commissaires aux comptes, dans la mesure où les actionnaires ont pu prendre connaissance de ces documents avant la présente réunion, dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur.

La Présidente, après avoir évoqué les tendances de marché et présenté les différents métiers de Bourse Direct, commente l'activité de l'exercice 2011 sur la base du rapport de gestion établi par le Conseil d'administration et de la présentation soumise à l'assemblée. La Présidente rappelle à cette occasion l'ensemble des événements importants survenus au cours de l'exercice 2011. Elle passe ensuite la parole à Monsieur Sébastien Ducourneau, Directeur Financier, pour présenter les résultats de cette activité.

La Présidente expose ensuite les perspectives de Bourse Direct pour 2012.

La Présidente donne ensuite la parole aux co-commissaires aux comptes qui présentent les conclusions des différents rapports dont le rapport général sur les comptes sociaux et le rapport spécial sur les conventions réglementées, lesquels attestent avoir certifié les comptes sans réserve.

La présentation terminée, la Présidente passe ensuite la parole aux actionnaires. La discussion s'engage avec les actionnaires.

Un actionnaire interroge la Présidente sur le montant du dividende proposé qui est stable alors que le résultat net est en progression. La Présidente lui répond que le Conseil d'administration a délibéré sur ce point et qu'il a estimé que la société devait continuer à se développer et donc à investir dans son développement, tout en remerciant la fidélité de ses actionnaires, et avait donc décidé de proposer le versement d'un dividende identique à l'année dernière, ce qui se traduit par un rendement d'environ 4 %.

En réponse à un actionnaire, la Présidente précise qu'en cas de développement à l'international de Bourse Direct, les pays potentiels pourraient être des pays européens.

Un actionnaire constate et regrette que des petits ordres font parfois baisser le cours de bourse de Bourse Direct. La Présidente précise que la société n'intervient pas sur son propre titre, et son actionnaire majoritaire non plus.

Personne ne demandant la parole, la Présidente met successivement aux voix les résolutions suivantes :

STATUANT EN LA FORME ORDINAIRE :

Première Résolution

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire, approuve les comptes annuels arrêtés à la date du 31 décembre 2011, tels qu'ils ont été présentés, faisant ressortir un bénéfice de 3.968.667 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

POUR : 40.031.057

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Deuxième résolution

L'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice social clos le 31 décembre 2011 qui s'élève à 3.968.667 euros, de la manière suivante :

Réserve légale	200.000,00 euros
Distribution de dividendes	2.238.215,32 euros
Report à nouveau	1.530.452,03 euros
	<hr/>
	3.968.667,35 euros

Le dividende d'un montant total de 2.238.215,32 euros à répartir au titre de l'exercice se trouve ainsi fixé à 0,04 euro par action.

Le dividende sera détaché le 5 juin 2012 et mis en paiement à compter du 8 juin 2012.

Pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, le dividende proposé est imposable à l'impôt sur le revenu au barème progressif, sauf option pour le prélèvement forfaitaire libératoire prévu à l'article 117 quater du Code Général des Impôts.

Le dividende proposé est éligible à l'abattement qui résulte de l'article 158-3-2° du Code précité, sauf si, au cours de la même année, le contribuable a perçu des revenus sur lesquels a été opéré le prélèvement forfaitaire libératoire prévu à l'article 117 quater.

Conformément à la Loi, l'Assemblée générale rappelle qu'au cours des trois derniers exercices, un dividende a été distribué :

- en mai 2011 au titre du résultat de l'exercice 2010, d'un montant de 0,04 euro par action, soit un montant total de 2.238.215,22 euros ;
- en mai 2010 au titre du résultat de l'exercice 2009, d'un montant de 0,04 euro par action, soit un montant total de 2.225.415,32 euros ;
- en mai 2009 au titre du résultat de l'exercice 2008, d'un montant de 0,04 euro par action, soit un montant total de 2.225.415,32 euros.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité :

POUR : 39 959 697

CONTRE : 0

ABSTENTION : 71.360

Troisième résolution

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des co-commissaires aux comptes sur les conventions visées par l'article L.225-38 du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire, approuve expressément les opérations visées dans ce rapport. Le cas échéant, les actionnaires intéressés ne prennent pas part au vote.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

POUR : 40.031.057

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Quatrième résolution

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire, autorise le Conseil d'Administration à procéder à l'achat des actions de la Société, conformément à l'article L.225-209 du Code de Commerce.

Les actions acquises dans le cadre de cette autorisation pourront l'être, en vue de :

- l'attribution d'actions dans le cadre d'augmentations de capital réservées aux salariés du groupe au titre de plans d'options d'achat qui seraient consenties aux salariés ;
- la remise d'actions à titre de paiement ou d'échange ou d'obligations de couverture liées à des titres de créance, dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- annuler tout ou partie de ces actions par réduction de capital en vue d'optimiser le résultat par action de la société, sous réserve de l'adoption d'une résolution spécifique par l'Assemblée générale des actionnaires statuant en la forme extraordinaire ;
- favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations de titres de l'émetteur ou éviter des décalages de cours non justifiés par la tendance du marché au travers d'un contrat de liquidité.

Cette autorisation est donnée pour une période de dix-huit mois à compter de la date de la présente Assemblée. L'Assemblée générale fixe le nombre maximum d'actions à acquérir à 10 % du nombre total d'actions composant le capital social.

Les achats, cessions ou échanges des actions pourront être réalisés par tous moyens, y compris par l'utilisation de mécanismes optionnels et/ou sous forme de bloc de titres et à tout moment sous réserve qu'ils n'accroissent pas la volatilité du titre et à l'exception des achats d'options d'achat, y compris en période d'offre publique, dans les limites de la réglementation boursière. L'Assemblée générale fixe le prix maximum d'achat à 3,50 euros.

Le montant maximal de l'opération est ainsi fixé à 19.584.383 euros.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites, en cas de division et regroupement de titres, les prix seront ajustés par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération.

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation, pour passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et d'une manière générale faire le nécessaire pour l'application de la présente autorisation.

Le Conseil d'administration donnera aux actionnaires dans son rapport à l'Assemblée générale annuelle des informations relatives aux achats, aux transferts, aux cessions ou aux annulations d'actions ainsi réalisés.

Cette autorisation annule et remplace pour sa durée restant à courir l'autorisation donnée par l'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 17 mai 2011.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

POUR : 40.031.057

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

STATUANT EN LA FORME EXTRAORDINAIRE

Cinquième résolution

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes sur le programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée générale ordinaire de ce jour, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale extraordinaire, autorise le Conseil d'administration (avec faculté de subdélégation à son président) à réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, dans la limite d'un montant maximum de 10 % du capital social de la Société par voie d'annulation des actions propres détenues en application de l'autorisation visée à la quatrième résolution ci-dessus.

L'Assemblée donne tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de procéder à ladite réduction de capital, constater sa réalisation, imputer la différence entre la valeur comptable des actions annulées et leur montant nominal sur tout poste de réserves et primes ou autres postes tels que décidés par le Conseil, procéder aux modifications statutaires en résultant, effectuer toutes formalités déclaratives et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire à la bonne fin de ces opérations.

La présente autorisation est donnée au Conseil d'administration pour une période expirant à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2012.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

POUR : 40.031.057

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Sixième résolution

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires :

1. délègue au conseil d'administration, sa compétence à l'effet d'augmenter le capital social en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise, soit encore par la conjugaison avec une augmentation de capital en numéraire réalisée en vertu des délégations précédentes, et sous forme d'attributions d'actions ou de valeurs mobilières gratuites ou d'augmentation de la valeur nominale des actions ou des valeurs mobilières existants, soit en combinant les deux opérations ;
2. décide que le montant des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 3 000 000 d'euros ;
3. prend acte de ce que les montants visés aux résolutions précédentes ou de précédentes assemblées et à la présente résolution sont cumulatifs ;
4. décide que le conseil d'administration aura toute compétence pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment :
 - de décider de l'opportunité de la mise en œuvre de ladite délégation ;
 - d'arrêter, le cas échéant, toutes les modalités et conditions des opérations autorisées et notamment fixer le montant et la nature des réserves et primes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions nouvelles ou de certificats d'investissement à émettre, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles ou les certificats d'investissement nouveaux porteront jouissance et procéder, le cas échéant, à toutes

imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celles des frais entraînés par la réalisation des émissions ;

- de décider, le cas échéant, par dérogation aux dispositions de l'article 225-149 du Code de commerce, que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les actions ou les certificats d'investissement correspondants seront vendus, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits au plus tard 30 jours après la date d'inscription à leur compte du nombre entier d'actions ou de certificats d'investissement attribués ;
- de prendre toutes les dispositions utiles et conclure tous accords afin d'assurer la bonne fin de la ou des opérations envisagées et, plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire, accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive la ou les augmentations de capital qui pourront être réalisées en vertu de la présente délégation ainsi que de procéder à la modification corrélative des statuts.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité :

POUR : 39 959 697

CONTRE : 71.630

ABSTENTION : 0

Septième résolution

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale extraordinaire, délègue au Conseil d'administration sa compétence pour procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission de bons soumis au régime des articles L.233-32 et L.233-33 du Code de commerce permettant de souscrire, à des conditions préférentielles, à une ou plusieurs actions de la société, et à leur attribution gratuite à tous les actionnaires de la société, et fixer les conditions d'exercice et les caractéristiques des bons.

Le nombre maximal de bons qui pourrait être émis ne pourra dépasser le nombre d'actions composant le capital social de la société lors de l'émission des bons.

Le montant nominal maximal des actions qui peuvent être ainsi émises ne pourra dépasser le plafond de 10 millions d'euros. Ce montant maximal est cumulatif aux autres délégations accordées par l'Assemblée générale au Conseil d'administration par la présente assemblée ou des précédentes. Ces plafonds ne tiennent pas compte des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital social de la société.

Tous pouvoirs sont donnés au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, pour décider de l'opportunité et de mettre en œuvre, le cas échéant, dans les conditions prévues par la loi, la présente délégation, notamment la modification des statuts conséquente.

La présente délégation est consentie pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente assemblée. Elle ne pourra être utilisée qu'en cas d'offre publique, en France et/ou à l'étranger, visant la société.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité :

POUR : 39 959 697

CONTRE : 71.630

ABSTENTION : 0

Huitième résolution

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale extraordinaire, délègue au Conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à consentir, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des dirigeants sociaux et des salariés, ou de certains d'entre eux, de la société ou des sociétés et groupements d'intérêt économique qui lui sont liés, et dans les conditions visées à l'article L. 225-180 du Code de commerce, des options donnant droit à l'achat d'actions existantes provenant de rachats effectués par la société ou à la souscription d'actions nouvelles à émettre à titre d'augmentation de son capital, conformément aux dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce.

Cette délégation emporte au profit des bénéficiaires des options de souscription d'action, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions susceptibles d'être souscrites au fur et à mesure des levées d'options.

Le délai pendant lequel le Conseil d'administration pourra utiliser cette autorisation, en une ou plusieurs fois, est fixé à trente-huit mois à compter de la présente assemblée.

Sont exclus du bénéfice des options les dirigeants sociaux et les membres du personnel de la société et des groupements d'intérêt économique qui lui sont liés détenant plus de 10 % du capital de la société.

Le délai d'exercice des options ne peut excéder dix ans à compter de la date d'attribution des options par le Conseil d'administration.

Le nombre cumulé d'actions pouvant être attribué au titre des options d'achat ou de souscription est fixé à 1,5 % du capital social.

Le montant maximum de l'augmentation de capital réalisée dans le cadre de ces plans d'options est fixé à 1,5 % du capital social.

La société est autorisée à racheter ses propres titres préalablement à l'ouverture des options d'achat, jusqu'à concurrence de 1,5 % du capital social.

Le prix d'achat ou de souscription des actions sera fixé par le Conseil d'administration suivant les modalités indiquées dans son rapport et en conformité avec les dispositions légales en vigueur le jour de l'attribution des options, étant précisé qu'aucune option ne pourra être consentie moins de vingt séances de bourse après le détachement des actions d'un coupon, selon les dispositions prévues par la loi.

Tous pouvoirs sont donnés au Conseil d'administration agissant dans les conditions ci-dessus à l'effet de consentir les options d'achat ou de souscription d'actions sus-indiquées, d'en fixer les conditions et les modalités en se conformant à la loi et aux statuts, d'augmenter le capital de la société d'accomplir à ce titre toutes les formalités nécessaires et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité :

POUR : 39 959 697

CONTRE : 71.630

ABSTENTION : 0

Neuvième résolution

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes et dans le cadre des dispositions de l'article L. 225-138-1 du Code de commerce et de l'article L. 3332-1 et suivants du Code de travail, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale extraordinaire :

- 1°) délègue au Conseil d'administration la faculté d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois d'un montant nominal maximum de 1 % du montant du capital social tel qu'il ressortira après réalisation de l'une des augmentations de capital visées ci-dessus. Cette augmentation sera réservée aux salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées conformément aux dispositions légales applicables ;
- 2°) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit desdits bénéficiaires ;
- 3°) décide que le Conseil d'administration pourra prévoir l'attribution gratuite d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société, étant entendu que l'avantage total résultant de cette attribution et, le cas échéant, de l'abondement et de la décote sur le prix de souscription, ne pourra pas excéder les limites légales ou réglementaires ;
- 4°) donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre la présente autorisation, à l'effet notamment :
 - de déterminer les sociétés ou groupements dont les salariés pourront souscrire aux actions émises en application de la présente délégation ; de fixer les conditions

d'ancienneté que devront remplir les bénéficiaires des actions nouvelles et, dans les limites légales, le délai accordé aux souscripteurs pour la libération de ces actions,

- de déterminer si les souscriptions devront être réalisées par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement ou directement,
- de décider du montant à émettre, du prix de souscription, de la durée de la période de souscription, de la date à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, et plus généralement, de l'ensemble des modalités de chaque émission,
- de constater la réalisation de chaque augmentation de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites, procéder aux formalités consécutives et apporter aux statuts les modifications corrélatives,
- et d'une façon générale, prendre toutes mesures pour la réalisation des augmentations de capital, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

La présente délégation est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée et prive d'effet, en tant que de besoin, la délégation antérieure du 17 mai 2011 ayant le même objet.

Cette résolution, mise aux voix, est rejetée à la majorité :

POUR : 1.000

CONTRE : 40 030 057

ABSTENTION : 0

Dixième résolution

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

POUR : 40.031.057

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

-ooOoo-

L'ordre du jour étant épuisé, et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture a été signé par les membres du bureau.

La Présidente
Madame Catherine Nini



Les scrutateurs

E-Viel
Représentée par Madame Dominique Velter



Monsieur Manuel Quéfélec



Le secrétaire
Monsieur William Wostyn



L'ordre du jour étant épuisé, et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture a été signé par les membres du bureau.

La Présidente
Madame Catherine Nini



Les scrutateurs

E-Viel
Représentée par Madame Dominique Velter



Monsieur Manuel Quéfélec



Le secrétaire
Monsieur William Wostyn

